

DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE MONDIALE DES PEUPLES SUR LES  
CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA DÉFENSE DE LA VIE.  
TIQUIPAYA, BOLIVIE.

Les peuples du monde, réunis à Tiquipaya, Bolivie, du 10 au 12 octobre 2015, nous avons élaboré une proposition qui sera présentée à la communauté internationale et aux gouvernements afin de préserver la vie et de contrer les changements climatiques ; ceci comme réponse urgente à un système capitaliste échoué et à un modèle de civilisation qui sont la cause structurelle de la crise climatique dans le monde.

Cette déclaration réunit notre pensée et notre sentiment, et constitue notre proposition pour les négociations internationales des Conférences de Parties des Nations Unies sur les changements climatiques, l'environnement, le développement durable et autres sujets majeurs, ainsi que pour l'agenda permanent des peuples dans la défense de la vie.

**La transition vers un modèle de civilisation fondé sur le Bien Vivre.**

Le monde est frappé par une crise globale multiple qui se traduit par une crise climatique, financière, alimentaire, énergétique, institutionnelle, culturelle, morale et spirituelle et par un état de guerre permanente. Ceci nous indique que nous vivons une crise totale du capitalisme et du modèle actuel de société. Pour survivre, l'humanité doit s'affranchir du capitalisme, car celui-ci conduit à la destruction de la nature et de la vie elle-même.

Le modèle de civilisation occidentale caractérisant le système mondial capitaliste a été imposé par les puissances impériales et les pays du Nord avec des crimes de lèse-humanité, des pillages et avec la soumission de nos peuples ; les guerres ont été l'instrument de soumission et de domination que l'impérialisme a utilisé pour imposer sa volonté politique et économique. Les guerres ont été aussi le moyen des corporations transnationales pour arracher la mer aux peuples, en attendant contre leur droit à la mer.

Le colonialisme des puissances du Nord a exercé l'oppression et la domination sur l'humanité, en provoquant la perte d'identité des peuples et la reproduction de modèles qui leur sont étrangers, où la nature et l'être humain ne représentent que du capital à exploiter. L'ordre colonial a prétendu imposer une homogénéisation économique, sociale, culturelle et politique à tous les pays du Sud. Actuellement les puissances impériales continuent à violer de manière permanente la souveraineté des États, en faisant recours aux bombardements, aux invasions, aux guerres internes, à l'espionnage et à la déstabilisation des gouvernements démocratiques dans le but de soumettre les peuples du monde.

Ce n'est pas seulement le modèle de l'armement et de la guerre celui qui détruit la vie sur la planète, ce sont aussi les modèles économiques et l'architecture financière internationale qui étranglent les économies des pays essayant d'être souverains et dignes. C'est pour cela que la restructuration de la gouvernance des institutions financières multilatérales doit passer par un processus transparent, consultatif et inclusif, qui permette de mettre en œuvre la réforme du système financier et monétaire international.

Nous devons mettre en marche un nouveau modèle de civilisation qui évalue la culture de la vie et la culture de la paix, un modèle fondé sur le principe de Bien Vivre. Le monde a besoin de transiter vers la vision holistique de Bien Vivre, en approfondissant la complémentarité entre les droits des peuples et les droits de la Mère Terre ; ceci implique la construction d'une relation d'équilibre entre les êtres humains et la nature pour reconstituer l'harmonie avec la Mère Terre. Le principe de Bien Vivre en harmonie avec la Mère Terre est le nouveau modèle de civilisation pour préserver la communauté de vie, où la Mère Terre est un être vivant, un objet sacré, et non pas un instrument pour exploiter les êtres humains.

Aujourd'hui, les peuples du monde, nous nous soulevons contre un système capitaliste qui promeut les affaires environnementales, le mercantilisme et la privatisation des fonctions environnementales de la nature, qui sont et doivent rester un bien commun des peuples. Nous nous soulevons contre le capitalisme qui est la cause structurelle des changements climatiques et qui prétend soumettre les cycles vitaux de la Mère Terre aux règles du marché, sous la mainmise de la technologie capitaliste. La science, les connaissances et la technologie doivent être des instruments qui promeuvent la paix, la non-violence, l'harmonie, la vie pleine et le Bien Vivre ; elles doivent être destinées à déraciner le déséquilibre de l'être humain par rapport à lui-même et envers la Mère Terre.

La lutte des peuples, dans ce siècle, c'est la lutte pour la défense des biens communs et du patrimoine commun. Dans le capitalisme, les biens communs sont privatisés, pillés et exploités pour le bénéfice de quelques personnes ou entreprises transnationales. L'harmonie globale de la Mère Terre constitue la base de notre patrimoine commun et l'espace atmosphérique est devenu le patrimoine commun le plus important de la société actuelle.

Les émissions de gaz à effet de serre, comme résultat de l'industrialisation excessive et irrationnelle des pays développés, ont altéré l'équilibre de la Mère Terre. Si la température augmente au-delà de 1.5 degrés centigrades, nous vivrons une catastrophe planétaire. Face à l'impunité des infractions des pays contre la Mère Terre, il est essentiel de disposer d'un système juridique international qui punisse les pays n'honorant pas leurs engagements internationaux de protéger l'intégrité de la Mère Terre.

Le capitalisme a contracté de multiples dettes avec l'humanité et avec la Mère Terre : la dette climatique, la dette sociale, la dette écologique. Les pays capitalistes

développés ont approfondi le fossé entre riches et pauvres, ils ont promu l'expropriation et l'usurpation de ressources naturelles des peuples et des pays du Sud, ils ont accumulé les richesses au détriment du bien-être de nos peuples et ils ont détérioré notre richesse spirituelle et morale.

Dans le monde, la vie en communauté et la vie en famille sont en cours de disparition. Peu de peuples pratiquent la solidarité et la complémentarité entre les personnes et entre celles-ci et la nature. Les religions et les spiritualités du monde sont la garantie morale de la société dans la construction d'une culture de paix, une culture de vie, de dialogue pour la solution de la crise climatique et de la crise sociale qui détruisent la vie et les valeurs communautaires, qui donnent lieu à des déséquilibres et à des conflits dans les sociétés, en appauvrissant les personnes, surtout les plus vulnérables : les enfants, les adolescents ainsi que les victimes des guerres, du trafic de personnes et de la discrimination.

À cause du capitalisme non seulement la Mère Terre est malade mais aussi l'humanité. L'humanité ne doit pas vivre sans valeurs et sans principes moraux. L'humanité ne peut pas accepter l'imposition d'un seul modèle économique, politique, social et culturel. L'humanité ne doit pas vivre séparée en classes, divisée par des élites politiques et sous des religions et des croyances imposées à la force, sous des visions qui séparent les êtres humains de la nature et cassent l'équilibre entre les êtres vivants. Nous devons soigner l'humanité pour sauver la Mère Terre.

Dans un contexte où notre Mère Terre est de plus en plus agressée, où l'avenir de l'humanité est de plus en plus dangereux, nous, les peuples du monde, nous devons continuer à dialoguer et à soutenir la vie.

## **Évaluation de la Première Conférence des Peuples sur les Changements Climatiques et les Droits de la Mère Terre.**

Cinq années après Tiquipaya 2010, les peuples du monde, nous nous rencontrons de nouveau au même site et avec le même esprit révolutionnaire pour examiner nos réalisations et nos progrès, pour élever encore une fois nos voix au monde afin de résoudre les crises multiples que nous vivons, spécialement la crise climatique.

### **Agenda Tiquipaya 2010 : objectifs atteints.**

1. La force du G77+Chine a été l'expression la plus importante dans notre histoire, car le groupe a réussi à défier le pouvoir impérialiste. La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) est le résultat de nombreuses années de lutte de pouvoirs entre le peuple et les intérêts économiques et politiques des classes dominantes des pays développés.

2. La reconnaissance, dans de différents domaines des Nations Unies, du concept de Bien Vivre en harmonie avec la Mère Terre. À la Conférence de Développement Durable de Rio+20, « L'avenir que nous souhaitons », de 2012, les différentes analyses et approches pour atteindre le développement durable ainsi que les droits de la nature ont été reconnus.

3. La déclaration du 22 avril comme Journée Internationale de la Mère Terre par l'Assemblée Générale de Nations Unies.

4. La reconnaissance, dans la Plate-forme de la Biodiversité et des Services Écosystémiques, du concept de Bien Vivre en harmonie avec la Mère Terre et du dialogue entre les sciences occidentales et les sciences des peuples indigènes.

5. L'adoption de la Résolution 64/292, de 2010, de l'Assemblée Générale de Nations Unies, dans laquelle le droit à l'eau et à l'assainissement est explicitement reconnu.

6. La Convention de Diversité Biologique a reconnu l'effort des actions collectives non fondées sur le marché dans le cadre de la mobilisation de ressources financières.

7. Dans la CCNUCC, comme résultat de la demande des peuples, on n'a voté de nouveaux mécanismes de marché ; on a constitué un groupe de travail centré sur des approches, des mécanismes et des solutions NON fondés sur le marché.

8. Un Mécanisme Conjoint de Mitigation et d'Adaptation pour la gestion globale et durable des forêts a été adopté après cinq ans de négociations ; il s'agit d'une approche alternative au paiement selon des résultats de REDD+.

9. Nous exigeons que la Déclaration des Droits des Peuples Indigènes soit pleinement reconnue, mise en œuvre et incorporée aux négociations sur les changements climatiques.

10. En considérant que les mesures d'adaptation peuvent être insuffisantes, dans l'Accord des Peuples nous avons reconnu la nécessité de disposer d'un mécanisme pour l'indemnisation par dommages et pertes provoquées par des événements climatiques extrêmes. Cette demande des peuples a été introduite dans les négociations internationales et figure dans le Mécanisme International de Dommages et Pertes, adopté pendant la dix-neuvième session de la COP, dans la CCNUCC.

11. Il a été proposé et discuté, dans la CCNUCC, un « Taux de Justice Climatique », visant la distribution des émissions globales entre tous les pays pour ne pas augmenter la température au-delà du 1.5 degrés centigrades.

12. En 2010, nous avons appelé à la constitution d'un Mouvement Mondial des Peuples en faveur de la Mère Terre. À partir de Tiquipaya, les peuples ont pu partager des visions du monde dans un processus démocratique de plus en plus fort qui lutte

contre le capitalisme et les intérêts corporatifs essayant de faire valoir leurs critères dans les négociations sur les changements climatiques.

13. En tant que mouvements des peuples du monde, nous avons marqué notre présence dans les différents espaces de négociation officiels et non officiels en rendant visibles les fausses solutions que les grandes corporations et les États ont promues, en suivant l'agenda du Capitalisme.

14. Des États, des mouvements sociaux et d'autres organisations de la société civile ont ouvert le débat et ont exigé la réforme nécessaire et profonde de l'Organisation de Nations Unies.

### **Sujets de l'agenda *Tiquipaya* 2010 en suspens.**

Il est important aussi de faire remarquer qu'il existe des objectifs que nous avons proposés en 2010 et qui n'ont pas encore été atteints. Ces défis sont les suivants :

1. La reconnaissance des Droits de la Mère Terre au niveau international à partir d'une Déclaration Universelle des Droits de la Mère Terre, bien qu'au niveau national, quelques États aient déjà commencé à reconnaître ces droits.

2. Les pays développés doivent accepter des objectifs quantifiés de réduction d'émissions bien plus importants, sur la base de leurs responsabilités différenciées.

3. Les pays développés doivent honorer l'article 4.7 de la CCNUCC sur leur dette climatique. Ils doivent respecter leurs engagements concernant le financement et le transfert de technologies utiles, propres et socialement adéquates ; ils doivent mettre en marche le Fonds Vert pour le Climat et sa capitalisation de source publique afin de s'occuper des nécessités de nos Peuples.

4. Un Tribunal International de Justice Climatique doit être mis en œuvre.

5. Un mécanisme multilatéral et pluridisciplinaire doit être créé pour le contrôle participatif, la gestion et l'évaluation continue du transfert et de l'échange de technologies afin que la technologie et la connaissance soient universelles et sous aucun motif l'objet d'une utilisation privée.

### **Actions pour défendre la vie et pour contrer les changements climatiques.**

Les peuples rebelles du monde, avec un esprit profondément révolutionnaire, nous proposons à la Mère Terre, à nos sœurs et à nos frères du monde entier et à tous les

êtres vivants élevés par la Mère Terre les actions suivantes en faveur de la vie et contre les changements climatiques.

### **1. Actions des peuples pour combattre contre les intérêts capitalistes contre la vie :**

- Renforcer la conscience, la vision et l'unité des peuples pour construire un système mondial socialiste et communautaire pour la vie, qui privilégie la récupération des biens communs, les valeurs morales de l'humanité, l'autodétermination des peuples et qui leur rende leur capacité à se gouverner dans une relation harmonieuse avec la nature.
- 
- Les peuples, par l'intermédiaire de leurs organisations sociales et communautaires, doivent prendre le pouvoir politique, économique et militaire et construire de nouvelles façons étatiques plurinationales pour nous régir nous-mêmes, et pour créer nos outils de changement et de transformation.
- 
- Construire et consolider un ordre mondial juste, équitable, stable et pacifique, qui défende et promeuve les droits intégraux de nos peuples, qui suive le chemin de l'harmonie avec la nature et le respect à la vie.
- 
- Affirmés dans l'expérience et dans la proposition de Bien Vivre comme une nouvelle forme de coexistence alternative qui déracine le capitalisme, coupable de la crise de la civilisation occidentale, nous récupérons et nous revalorisons les connaissances, la sagesse, les pratiques et les langues ancestrales de nos peuples indigènes originaires, de nos paysans et des descendants d'africains.
- 
- Nous réaffirmons ces principes ancestraux : Ama Sua (Ne vole pas), Ama Llulla (Ne mens pas) et Ama Quella (Ne sois pas oisif), reconnus par l'ONU comme des principes universels pour les peuples.
- 
- Nous exigeons la transformation de la matrice productive, sur les plans local et international, vers des pratiques souveraines et harmonieuses avec la nature et la vie (agriculture familiale, agro-écologie entre autres).
- 
- Soutenir de manière intégrale les populations vulnérables victimes de l'exploitation du travail et du mercantilisme, en promouvant un réseau mondial de lutte contre le trafic de personnes, d'appui à des enfants abandonnés, des femmes chefs de familles et des enfants travailleurs.
- 
- Réorienter le système éducatif en récupérant les principes culturels, communicationnels et spirituels de nos peuples, afin de changer les modèles de consommation des générations actuelles et futures et d'atteindre une

formation de l'être humain alternative à celle du capitalisme, avec une vision intégrale de la vie en harmonie avec la Mère Terre.

- 
- Nous exigeons que les États favorisent et renforcent les moyens de communication communautaires et populaires pour faire face à la concentration médiatique avec des politiques antitrust efficaces.
- 
- Publier de l'information sur les taux de dioxyde de carbone qui provoque le réchauffement de la planète.
- 
- Exiger la publication des recherches sur les vrais conséquences et les dommages provoqués par des technologies au service du capitalisme.
- 
- Donner la priorité à une alimentation saine pour les peuples, en exerçant notre souveraineté alimentaire.
- 
- Nous considérons le message du « Réseau pour la défense de l'humanité », voté pendant le Sommet de Rio + 20, souscrit par d'importants intellectuels et mouvements sociaux.
- 
- Produire avec base dans les plans nationaux la réutilisation des résidus avec une valeur ajoutée, pour produire des emplois et changer le modèle économique productif.
- 
- Réaffirmer le refus des traités qui portent atteinte à la souveraineté et aux droits des peuples comme l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), entre autres.
- 
- Promouvoir la transparence des traités multilatéraux et bilatéraux de commerce, et qu'ils permettent la participation pleine des pays pour assurer la protection de la Mère Terre.
- 
- Exiger la mise en œuvre de politiques qui diminuent la pollution de nos mers, de nos lacs et de nos rivières, et promouvoir, comme des droits de la Mère Terre, des actions pour la conservation de ces ressources.
- 
- Convoquer à une Convention Mondiale des Peuples pour proposer des mesures de contrôle des technologies capitalistes nouvelles et émergentes, qui portent atteinte à l'humanité et aux fonctions environnementales de la nature. L'accent sera mis sur le fait que la transgénèse, la nanotechnologie, la géo-ingénierie et la biologie synthétique manipulent la dynamique évolutive et les cycles naturels de la Mère Terre et deviennent une affaire très profitable pour les grandes entreprises mondiales ainsi que des mécanismes de domination qui arrachent les moyens de subsistance à de millions de personnes dans le monde.

- 
- Élaborer et mettre en œuvre un Plan d'Action Mondial des peuples pour promouvoir un nouvel ordre mondial anticapitaliste, anti-impérialiste et anticolonialiste, fondé sur le Bien Vivre et sur les droits des peuples.
- 
- Continuer notre lutte selon nos stratégies de décolonisation.
- 
- Combattre l'écologisme occidental, qui n'est pas autre chose qu' un capitalisme vert, et le colonialisme environnemental.
- 
- Nous exprimons notre solidarité inébranlable envers les victimes de l'impérialisme.
- 

## **2. Actions des peuples pour combattre les menaces contre la vie, les guerres et la géopolitique des empires pour se partager la Mère Terre.**

- Lutter en faveur de la décolonisation et détruire les fondations matérielles et subjectives du racisme, du colonialisme interne et des nouvelles formes de colonialisme externe, pour démonter les fondations institutionnelles, économiques, politiques et culturelles du vieux et du nouvel ordre colonial.
- 
- Établir et maintenir un système économique international multilatéral fondé sur la diplomatie universelle des peuples, avec des normes claires, ouvert, favorable au développement, non discriminatoire, inclusif et équitable.
- 
- Aider les peuples du monde qui souffrent encore du colonialisme externe à se libérer des accords financiers et de l'ingérence politique qui les oppriment, qui limitent leur souveraineté et qui empêchent leur développement intégral.
- 
- Destiner les ressources de l'appareil militaire du Nord dans le financement d'actions des peuples contre les changements climatiques. Les fonds actuellement destinés à la mort, au militarisme, à la guerre et à la course aux armements doivent être destinés à renforcer une culture de la vie.
- 
- Combattre la marginalité, le patriarcat, la pauvreté, le manque d'opportunités, l'exclusion culturelle, politique et sociale, qui sont le résultat du capitalisme impitoyable et de la dictature des intérêts des corporations transnationales.
- 
- Promouvoir le paradigme communautaire de Bien Vivre, de la culture de la vie et de la paix, fondé sur le respect, l'harmonie et l'équilibre entre les peuples pour parvenir à la réalisation pleine de l'humanité.
- 
- Exiger d'avoir voix, représentation, et pleine participation à la prise de décisions concernant la solution des problèmes financiers mondiaux, pour éliminer ainsi toute forme de soumission des peuples imposée par les traités.



Seule la souveraineté financière et économique des peuples assure la prise souveraine de décisions sur notre avenir. Il faut créer un nouvel ordre économique et financier international, fondé sur l'égalité, la souveraineté nationale, les intérêts communs, l'harmonie avec la Mère Terre, la coopération et la solidarité entre les peuples et les États.

- Exiger que les pays développés observent les décisions de l'ONU sur les processus de réorganisation de la dette souveraine, grâce auxquels les fonds voutour et le paiement de la dette illégitime seront éliminés.
- 
- Promouvoir une alliance mondiale qui favorise le commerce juste et le libre transfert de technologies durables, ainsi qu'une plus grande participation des pays en voie de développement dans la gouvernance économique mondiale.
- Exiger que les pays assurent l'accès à l'eau potable, un droit reconnu par les Nations Unies.
- 
- Reconnaître l'accès à la mer comme un droit des peuples. Ce droit comprend non seulement la libre navigation et l'utilisation des ressources marines, mais aussi l'accès réel et souverain à la mer des pays devenus méditerranéens en raison d'une guerre injuste, d'une invasion ou des interdictions injustifiées imposées par des pays de transit pour l'utilisation des ports.
- 
- Promouvoir la création, dans les pays en voie de développement, de nos propres institutions financières pour le développement. Nous devons créer la Banque Mondiale des peuples, par les peuples et pour les peuples Souverains du Monde. Nous ne pouvons pas dépendre des dons et des prêts conditionnés par le système financier capitaliste international. Nous devons nous unir et cela implique aussi la construction de nos systèmes financiers populaires, communautaires, étatiques et souverains propres, pour mieux lutter contre les délits économiques qui retardent le développement des peuples et violent leurs droits.
- 
- Démocratiser la production dans une société où les services de base et publics soient assurés à toutes les personnes avec leurs droits fondamentaux et universels.
- Exiger une éducation publique de qualité et libératrice, qui permettra d'avancer dans la définition et dans la mise en œuvre d'actions pour la défense de la vie et de la Mère Terre.
- 

### **3. Actions des peuples pour renforcer les voies de Bien Vivre alternatifs au capitalisme.**

- Les peuples, les nationalités, les descendants des africains et les mouvements sociaux du monde doivent travailler afin que nos actions assurent la survie des générations futures.
- 
- Continuer à combattre dans tous les forums politiques et les espaces multilatéraux pour développer une conscience qui freine l'accumulation capitaliste, la surproduction de marchandises, la consommation irresponsable, l'agression entre des peuples et la violence globale et qui mette un terme au système patriarcal.
- 
- Exiger de nos gouvernements, des politiques publiques qui permettent de construire une autre matrice de pensée, une autre société, de nouvelles mentalités, visions, et valeurs pour un nouvel ordre mondial qui donne la priorité à la satisfaction des besoins humains et non pas au profit ; un ordre mondial non fondé sur l'argent, mais sur la vie et la nature. Nous avons besoin d'une nouvelle économie qui utilise la science et la technologie pour produire des choses utiles, qui nous permettent de vivre bien et qui respectent la coexistence de tous les fils de la Mère Terre.
- 
- Construire et promouvoir un modèle économique productif harmonieux et égalitaire pour Bien Vivre, ayant pour but l'éco-socialisme, fondé sur une relation harmonieuse entre l'homme et la nature qui assure l'utilisation rationnelle optimale et durable des ressources naturelles, en respectant les processus et les cycles de la nature.
- 
- Proposer dans nos pays la conception et la mise en œuvre de politiques publiques respectant les droits de la Mère Terre, les droits individuels et collectifs, les droits fondamentaux, civils, politiques, sociaux, économiques et culturels, à travers une nouvelle forme de développement intégral, responsable et complémentaire, ainsi que le droit de tous les peuples à vivre dans une société juste, équitable, sans pauvreté matérielle, sociale ou spirituelle.
- 
- Développer de nouveaux mécanismes et outils qui garantissent la mise en œuvre de Bien Vivre, qui permettent d'atteindre la plénitude de l'être humain ; ces mécanismes et outils devront se caractériser par le respect, la complémentarité et l'équilibre entre les êtres humains et la Mère Terre.
- 
- Concevoir de nouveaux processus d'éducation, et de formation intégrale dans tous les espaces, formels et non formels, qui changent la matrice de la pensée, qui préconisent un travail digne et la défense de la vie comme sujet et non comme objet de la nature, la parité, et la récupération des savoirs ancestraux comme science.
-

- Renforcer les capacités et les volontés des gouvernements et des peuples du monde pour résoudre les problèmes et les conflits sous les principes du respect de la vie, la culture de la paix, le dialogue et le respect de l'autodétermination des peuples orientés vers le bien collectif.
- 
- Travailler pour établir de nouvelles formes de mesure holistique et intégrale des nécessités de l'être humain pour atteindre le Bien Vivre. Ceci exige de voir au-delà des indicateurs conventionnels, fondés uniquement sur des aspects économiques et matériels, pour trouver de nouvelles alternatives de mesure multidimensionnelle.
- 
- Promouvoir la consolidation et le fonctionnement de l'Institut de Décolonisation et de l'Institut International des études et des recherches du Bien Vivre Bien.
- 
- Convoquer à une rencontre mondiale des peuples et des mouvements sociaux pour proposer le Bien Vivre comme nouvel horizon.
- 
- Les peuples et les mouvements sociaux, nous nous engageons à promouvoir les droits de la Mère Terre comme préceptes constitutionnels dans nos pays.
- 

#### **4. Actions des peuples pour avancer dans la reconnaissance universelle des droits de la Mère Terre.**

- Reconquérir la conception des Peuples indigènes et paysans originaires et de toutes nos cultures ancestrales sur la Mère Terre, qui exprime une relation harmonieuse entre les êtres humains et la nature, en la concevant comme notre seule maison, dans laquelle nous avons vécu et coexisté depuis toujours.
- 
- Proposer aux pays l'approbation de réglementations juridiques pour que les entreprises transnationales et le secteur privé accomplissent leurs engagements et leurs responsabilités sociales et politiques envers la Mère Terre et le Bien Vivre.
- 
- Exercer une ferme influence pour que l'éducation formelle et alternative, à tous les niveaux et dans tous les pays du monde, développe un sens de responsabilité, de devoirs et de droits pour l'utilisation durable des ressources naturelles mais aussi avec un sens d'obligation de protéger la Mère Terre.
- 
- Exiger de nos gouvernements des mécanismes de restauration et de revitalisation de la santé et des systèmes de vie de la Mère Terre, pour la poursuite de la vie sur la planète.

- 
- Promouvoir des initiatives formulées par la population organisée, les communes et les organisations sociales dans les domaines locaux et régionaux pour avoir un impact sur les autorités, pour que les États (les gouvernements) prennent la décision politique de démonter les conceptions de consommation prédatrices. Exercer de l'influence sur les pays capitalistes régis par les concepts de propriété privée et de droit personnel, non pas ceux de propriété communale et de droit collectif.
- 
- Reconquérir les pratiques et les technologies ancestrales et locales et les reproduire dans la rencontre de savoirs des peuples, pour réinventer la coopération sud-sud comme base pour subvenir à nos besoins matériels, affectifs et spirituels.
- 
- Renforcer la relation harmonieuse, métabolique, en faveur de l'équilibre entre les êtres humains et la biodiversité pour produire, protéger et augmenter tous les modes de vie.
- 
- Promouvoir la conformation d'une Plate-forme Permanente Internationale centralisant les luttes pour la Mère Terre et ses droits, comme méthode d'organisation pour renforcer nos voix devant le monde.
- 
- Proposer une Résolution, qui sera discutée dans l'Assemblée Générale des Nations Unies, reprenant les engagements contenus dans la Déclaration Universelle des Droits de la Mère Terre ; inviter tous les États membres à prendre part à l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de cette résolution avec une vision non mercantile ou anthropocentrique.
- 

## **5. Actions des peuples pour perfectionner les connaissances, les pratiques et les technologies sur les changements climatiques.**

- Promouvoir et exiger, dans le cadre des Nations Unies, l'accès social à la science et aux technologies comme un Droit de l'Homme.
- 
- Promouvoir un nouvel instrument international pour gérer les connaissances, l'accès et la distribution de bénéfices de la technologie et de ses applications pour sauvegarder la vie humaine.
- 
- Sur la base des responsabilités historiques, exiger que les pays développés exécutent des mécanismes de renforcement des capacités et des technologies propres, autonomes et souveraines de recherche, de développement et d'échange de technologie dans les différents domaines en faveur des peuples et de la dépollution et de la conservation de la Mère Terre.
-

- Créer des conditions pour que les peuples et les pays les plus touchés par les changements climatiques profitent des technologies grâce aux apports techniques et économiques des pays qui ont le plus contribué à ces changements.
- Exiger que les États, les corporations et les industries, sous le principe de responsabilité historique et sociale, fournissent les ressources nécessaires pour que les peuples les plus vulnérables développent de manière souveraine leurs propres technologies et connaissances pour la gestion durable des biens communs naturels et de l'industrialisation, en harmonie avec la nature.
- 
- Utiliser prioritairement les ressources financières pour favoriser, faire des recherches et développer des technologies complémentaires en incorporant nos savoirs et des connaissances propres à la science pour le renforcement de notre développement intégral durable.
- 
- Exiger la création de mécanismes par tous les États pour avancer dans l'échange réel de connaissances, dans une approche interculturelle, en partageant le principe « Ama sua, ama llulla, ama quella » et les savoirs entre tous les peuples du monde, sans ethnocentrisme et sans égoïsme, pour que les connaissances originaires soient incorporées dans les milieux éducatifs, technologiques, économiques, urbains, ruraux et scientifiques comme réponse à la dégradation des écosystèmes et aux changements climatiques.
- 
- Exiger l'octroi de brevets pour en faveur des biens communs à intérêt public, liés à des actions immédiates de mitigation et d'adaptation aux changements climatiques, et avancer dans la création de plates-formes de transfert de technologies sur le principe d'accessibilité au bénéfice des peuples pour consolider le bien-être commun.
- 
- Créer et mettre en œuvre des mécanismes propres, sui generis, de protection de nos ressources et du patrimoine naturel, des connaissances et des pratiques associées qui permettent l'utilisation de ces dernières par tous. Protéger les ressources génétiques, la biodiversité et les connaissances traditionnelles des tentatives constantes d'appropriation par des personnes ou par le secteur privé.
- 
- Développer des mécanismes spécifiques qui empêchent, criminalisent et pénalisent le bio-piratage, ainsi que certaines pratiques de bio-prospection quand elles seront orientées à l'appropriation de nos biens communs naturels ou de nos connaissances, de nos pratiques et des savoirs associés.
-

- Développer des mécanismes d'articulation entre les décideurs politiques, la communauté scientifique et les peuples ; par exemple, des consultations permanentes et des dialogues de savoirs, des débats communaux et sociaux dans les communes touchées par le changement climatique, sur la base de la fraternité entre les peuples.
- 
- Produire des politiques et des programmes communicationnels et des stratégies de sensibilisation et d'éducation sociale sur les connaissances, les savoirs et les pratiques des peuples, favorisant des programmes de socialisation dans les moyens de communication.
- 
- Veiller à ce que l'information et les connaissances partent des bases productives et organisatrices et qu'elles soient des instruments pour la prise de décisions au bénéfice de tous et qu'elles soient aussi diffusés à l'intention des enfants et des adolescents de nos peuples.
- 
- Incorporer aux programmes d'études des différents niveaux éducatifs formels et informels les connaissances ancestrales et populaires se rapportant au principe de Bien Vivre des peuples.
- 
- Développer des programmes scientifiques de recherche orientés à l'analyse des conséquences du modèle capitaliste de production de connaissances, en particulier en matière d'agriculture (contre les OGM et les produits toxiques), et de santé ; les programmes scientifiques doivent proposer des modèles alternatifs de production de connaissances basés sur le respect et la réciprocité avec la Mère Terre.
- 
- Développer, sur la base des connaissances ancestrales, communautaires et scientifiques, des systèmes de bio-indicateurs pour l'alerte rapide, ainsi que pour le renforcement du droit à la permanence des peuples dans leurs territoires.
- 
- Chercher des solutions originales, autochtones qui empêchent la pénétration des fausses solutions du capitalisme, comme la révolution verte, qui détruisent, qui réduisent en esclavage et qui entravent l'affirmation de la souveraineté culturelle, sociale, économique et politique.
- 
- Intégrer les connaissances et les savoirs des peuples de la Grande Patrie comme des sœurs et des frères de ce continent, unis par un même passé, avec notre culture plurielle, sur la base de la solidarité et visant la fraternité planétaire.
- 
- Travailler pour que les peuples et les pays du monde s'engagent à transformer leurs systèmes de transports urbain et régional en promouvant

par exemple les innovations technologiques à basse émission de gaz à effet de serre, la réduction du transport particulier, l'utilisation des transports en commun, ou des transport non motorisé comme la bicyclette, entre autres.

- 
- Promouvoir la gestion intégrale de déchets solides, depuis la conception elle-même des produits, pour économiser des matières premières et réduire la production de polluants et des gaz à effet de serre, entre autres.
- 
- Proposer et/ou perfectionner les politiques de protection, de gestion et d'accès à l'eau comme bien commun et droit de l'homme, avec la promotion d'actions telles que la mise à jour par les États des bilans hydriques sous les conditions des changements climatiques ou des projets de captage et d'utilisation efficace et durable de l'eau.
- Exiger des États la réalisation d'analyses de qualité et de quantité des eaux souterraines dans les nappes principales et la mise en œuvre de mesures de contrôle pour éviter la pollution et pour limiter l'exploitation des eaux souterraines à la valeur correspondant à la recharge à long terme des nappes.
- 
- Reconquérir la culture et la souveraineté alimentaire fondée sur les aliments ancestraux, sur la diversité écologique, avec la participation des peuples et des États, sur le développant des formes alternatives d'alimentation et de nutrition à l'écart du modèle capitaliste, prédateur agro-alimentaire et agro-industriel.
- 
- Favoriser la construction de logements sains, avec des espaces pour la vie communautaire et que l'on construise des éco-villages à la demande et pour le bénéfice des communes.
- 
- Mettre en œuvre une Université Plurinationale de la Grande Patrie, qui incorpore de manière créative les savoirs ancestraux et récents, en promouvant le dialogue sud-sud et la décolonisation des connaissances sur les changements climatiques.
- 
- Reconquérir les connaissances, les pratiques et les technologies des peuples qui renforcent les capacités de résilience de la Mère Terre, comme les stratégies de développement à faible teneur en carbone, qui sont économiquement viables et socialement inclusives et dont l'efficacité a été démontrée dans la lutte des communautés les plus pauvres contre les impacts des changements climatiques.
- 
- Veiller à ce que les connaissances, les pratiques et les technologies des peuples se rapportant à l'utilisation des ressources génétiques leur assurent

des bénéfices justes et équitables, spécialement celles qui contribuent à faire face aux effets négatifs des changements climatiques.

## 6. Actions des peuples par la défense de notre patrimoine commun.

- Renforcer les traditions de nos peuples et leurs savoirs comme une partie du patrimoine de l'humanité ; promouvoir le dialogue interculturel pour Bien Vivre.
- Exiger la création de mécanismes de protection de la bio-diversité et de la reconstitution des écosystèmes face à l'offensive corporative et multinationale qui cherche à s'appropriier le patrimoine commun pour le commercialiser.
- Exiger la création d'une Cour de Justice Environnementale, Climatique et de la Vie, pour la détermination des responsabilités et l'imposition de sanctions et de réparations des dommages provoqués au patrimoine commun.
- Promouvoir la création de normes qui sanctionnent la bio-prospection et le bio-piratage, qui dégradent le patrimoine commun.
- Assurer l'accès à l'eau de qualité comme un droit fondamental pour la vie.
- Promouvoir le dialogue de savoirs pour renforcer des stratégies d'accès, d'utilisation et de gestion intégrale de l'eau dans les communes.
- Renforcer la souveraineté des peuples, dans le cadre de l'autodétermination, l'autonomie et l'autogouvernement, sur les ressources naturelles comme la condition principale pour la libération de la domination coloniale et pour assurer l'utilisation durable de ces ressources dans le développement intégral.
- Renforcer le respect envers les peuples comme dépositaires de la souveraineté et comme gardiens de la richesse du patrimoine commun ; créer une conscience collective pour que ce patrimoine ne soit pas usurpé ni annihilé.
- Promouvoir la nationalisation et la récupération des ressources naturelles stratégiques en faveur des peuples pour mettre fin au processus de colonialisme économique et assurer le renforcement de l'État, la satisfaction des besoins des peuples ; pour cette raison, il faut aussi renforcer les différentes formes du contrôle social car elles constituent un mécanisme qui renforce la souveraineté des peuples.
- Exiger la restitution de la terre aux peuples originaires et aux communautés paysannes ce qui constitue une revendication historique de ces groupes.



- Reconnaître et promouvoir des formes ancestrales de production d'aliments, comme élément de la stratégie intégrale vers le Bien Vivre.
- Mettre en œuvre et renforcer une éducation et une prise de conscience intégrales destinées reconquérir et à défendre le patrimoine commun depuis les plus bas âges et dans tous les domaines de la société ; cette action est à entamer à partir d'une relation interculturelle entre les États et les peuples et au sein des familles, des communautés, des instituts d'enseignement, à travers des méthodologies, des technologies, des principes et des savoirs ancestraux qui abordent une nouvelle épistémologie dans le cadre d'un modèle de développement alternatif fondé sur le Bien Vivre Bien.
- 
- Renforcer et promouvoir les valeurs sociocommunautaires de réciprocité, de solidarité et de complémentarité des peuples pour l'accès aux biens communs de l'espace vital, en respectant la coexistence de conceptions différentes de la vie.
- Récupérer et renforcer les relations affectives et spirituelles entre la société humaine et les espaces territoriaux occupés, c'est-à-dire, l'espace vital.
- 
- Déclarer et promouvoir la reconnaissance nationale et internationale des lieux sacrés comme base substantielle pour produire des relations affectives et spirituelles entre la société humaine et la Mère Terre.
- 
- Les gouvernements, au moyen de politiques publiques concrètes, doivent reconnaître et revaloriser la nature comme patrimoine commun, en concevant des instances pour que la communauté organisée récupère les lieux d'importance éco-systémique, afin de les conserver, de les préserver et de les ouvrir comme espaces de rencontre avec la nature, où l'on développe des relations sociales, spirituelles et récréatives soutenant la santé et le Bien Vivre.
- 
- Déclarer comme sanctuaires les zones de recharge des eaux souterraines pour préserver le cycle naturel de l'eau.
- 
- Renforcer la préservation et la récupération des plantes médicinales ancestrales et de la flore indigène.
- 
- Développer des stratégies et des politiques de lutte contre la pauvreté. L'économie doit être au service des peuples ; ceci permet d'avancer dans la recherche d'un système économique plus juste et équitable et de promouvoir des stratégies de développement dans le cadre du respect de la Mère Terre dans la recherche du Bien Vivre.
- 
- Promouvoir des mesures et des actions dans les pays pour le développement de technologies propres, l'accès et l'échange de connaissances ainsi que pour

l'utilisation efficace des ressources naturelles afin de contrer la pollution de l'environnement.

- 
- Promouvoir l'accès souverain du peuple bolivien à la mer, en soutenant sa demande maritime auprès de la Cour Internationale de La Haye ; il faut créer un espace de dialogue afin de discuter les sujets en suspens entre la Bolivie et le Chili, des pays frères.
- 
- Construire une communauté universelle pour la défense de notre patrimoine commun à travers l'augmentation de la coopération entre les pays du Sud, le développement des domaines bilatéraux et multilatéraux et le renforcement de la vision commune des peuples du sud.
- 
- Mettre en œuvre des mesures et des actions pour éviter la pollution du patrimoine commun.
- 
- Exiger la régénération de la terre et l'accès à cette ressource en assurant la propriété des peuples sur les banques de gènes et la sécurité alimentaire avec souveraineté afin d'améliorer la qualité de vie de nos peuples par l'accès digne à des aliments suffisants et nutritifs, en correspondance avec notre diversité culturelle et conforme à une production agricole saine durable.
- 

## **7. Actions des peuples pour construire une science climatique pour la vie.**

- Nous considérons que les sciences climatiques doivent être au service de l'humanité et de la Mère Terre, et non au service du capitalisme.
- 
- Nous soutenons l'universalisation de l'information climatique fiable sous un format accessible, uniforme et compréhensible pour les peuples afin de mieux comprendre l'effet et l'impact des changements climatiques ; nous soutenons également les mesures qui doivent être adoptées pour la prévention, la mitigation, l'adaptation et la résilience.
- Nous reconnaissons que les connaissances traditionnelles, savoirs culturels et technologies ancestrales des peuples indigènes originaires et des paysans ont historiquement contribué, et contribueront, aux processus d'adaptation pour faire face aux changements climatiques.
- 
- Nous devons récupérer les connaissances millénaires et les savoirs ancestraux et culturels des peuples concernant les changements climatiques pour les partager avec les générations actuelles et futures ; nous devons renforcer ces savoirs et ces connaissances ancestrales, pour comprendre les bio-indicateurs climatiques à partir d'une vision culturelle afin de prendre part aux négociations, aux débats et à l'établissement des rapports sur le climat.
-

- Il faut renforcer la souveraineté scientifique climatique des peuples ayant une identité propre et un rôle social. Il faut que les pays en voie de développement renforcent leurs capacités nationales par des politiques publiques qui allouent de plus grandes ressources financières et un cadre normatif adéquat destinés à :
  - I) l'information des réseaux d'observation ;
  - II) la formation de ressources humaines ;
  - III) la création et consolidation d'institutions concernées ;
  - IV) les études et les recherches scientifiques indépendantes non soumises à la distorsion des résultats ;
  - V) la génération d'espaces pour le dialogue scientifique pour récupérer les savoirs, les connaissances et les pratiques ancestrales ;
  - VI) produire des rapports holistiques sur la situation du climat dans chaque pays, qui soient incorporés aux rapports scientifiques de l'IPCC et d'autres organismes internationaux.
- Il faut créer un Fonds Mondial pour soutenir les recherches scientifiques et pour augmenter les capacités locales des pays en voie de développement leur permettant de faire des prévisions climatiques, la construction de modèles et des scénarios des changements climatiques ainsi que récupérer et revaloriser les pratiques traditionnelles et ancestrales d'adaptation et de résilience climatique.
- 
- Nous proposons que dans la Convention Cadre de Nations Unies sur les Changements Climatiques et dans les rapports de l'IPCC, on commence à formuler des principes holistiques sur les changements climatiques, qui incorporent des concepts tels que taux de justice climatique, adaptation et mitigation conjointe, capacités d'adaptation pour la réduction de risques actuels et futurs, entre autres, et que ces concepts constituent la base objective pour déterminer les responsabilités historiques des émissions de gaz à effet de serre et d'autres facteurs qui ont provoqué les changements climatiques.
- 
- Nous menons un débat permanent sur la fiabilité, la certitude, les portées et les bases techniques des rapports du climat de l'IPCC et d'autres types de rapports de centres internationaux pour éviter d'autres "climat-gate".
- 
- On doit constituer, par le biais des gouvernements engagés avec leurs peuples, un réseau d'organisations régionales d'études du climat et des changements climatiques, avec la participation des universités, des centres de recherche et des experts en climat qui travaillent avec des équipes scientifiques, qui effectuent des recherches scientifiques pures, et des recherches holistiques pour incorporer les visions modernes et les visions ancestrales et culturelles à dans des espaces de dialogue et d'action scientifique.
-

- Nous proposons que les réseaux de chercheurs établissent un rapport commun sur la situation du climat des pays en voie de développement, et qu'il soit programmé de manière temporaire pour avoir ainsi un rapport avant la réalisation du prochain Sommet mondial des peuples sur les changements climatiques et la défense de la vie.
- 
- Nous soutiendrons l'effort de restructuration de l'IPCC en promouvant sa décolonisation ; cela permettra une plus grande participation des scientifiques des pays en voie de développement dans l'établissement des rapports. Nous soutiendrons aussi la formulation de nouvelles hypothèses de développement intégral des peuples et de la vie dans la construction des nouveaux scénarios des changements climatiques.
- Les gouvernements doivent établir des mécanismes dynamiques et actifs pour la mise à jour et la diffusion dans les médias des progrès scientifiques concernant le climat.
- 
- Nous déclarons que nous restons vigilants sur le travail, l'information et les rapports scientifiques qui seront négociés au Sommet de Paris (COP 21), pour éviter qu'apparaissent des rapports dénaturés portant atteinte aux bases de la négociation.
- 

## **8. Actions des peuples pour promouvoir un Tribunal International de Justice Climatique et de la Mère Terre.**

- Promouvoir une vision de justice climatique dans le monde pour parvenir au développement intégral et durable des prochaines générations en harmonie avec la Mère Terre et avec le principe de Bien Vivre.
- 
- Soutenir la demande de la Conférence Mondiale des Peuples sur les Changements Climatiques et les Droits de la Mère Terre (CMPCC) de 2010, pour constituer un Tribunal international de Justice climatique et de la Mère Terre dans le but d'obtenir l'accomplissement effectif des engagements et des obligations assumés par les pays dans la Convention Cadre de Nations Unies sur les Changements Climatiques.
- 
- Nos peuples proposeront la création d'un Tribunal International de Justice Climatique et de la Mère Terre. Ce sera un organe judiciaire indépendant, faisant partie de la Convention des Nations Unies, pour discuter des interprétations et de la mise en œuvre des actions nécessaires pour répondre aux changements climatiques. Le Tribunal devra en outre aider à résoudre les problèmes d'action collective associés aux actions des pays développés ayant

provoqué les changements climatiques. Le Tribunal doit avoir une juridiction sur toute polémique relative à l'impact des changements climatiques et doit se fonder sur la sagesse de la justice des nations indigènes.

- 
- Dans tant on constitue le Tribunal International de Justice Climatique et de la Mère Terre, aller à la Coupe Internationale de Justice de Haye, en fortifiant le cadre juridique international environnemental existant, afin de sanctionner aux États ou les Groupes de de Pouvoir/Transnationaux qui contaminent et provoquent le changement climatique par action ou omission, ou commettent des infractions et des crimes climatiques et environnementaux qui attentent contre les droits de la Mère Terre et l'humanité.
- 

## **9. Actions des peuples pour contrer la commercialisation de la nature.**

- Inciter les peuples et les mouvements sociaux de la planète à exiger de leurs gouvernements la mise en œuvre de politiques et d'actions nécessaires qui prévoient et évitent l'épuisement des ressources naturelles puisque la vie dépend de la capacité de régénération des systèmes de vie de la Mère Terre et de la gestion intégrale et durable de ses éléments constitutifs.
- Répudier la vision des pays développés qui prétendent constituer de nouveaux marchés de carbone à travers la constitution d'un Nouveau Mécanisme de Marché dans la Convention Cadre de Nations Unies sur les Changements Climatiques, car cette initiative ne cherche qu'à transformer nos pays en voie de développement en simples gardes forestiers du capitalisme développé.
- 
- Rejeter la mise en œuvre de REDD+ (Réduction des Émissions de Déforestation et de Dégradation Forestière) parce que c'est un instrument de la vision mercantile de la nature, avec des conséquences néfastes qui essaient de confondre l'humanité en montrant une fausse approche indigène.
- 
- Inciter les peuples à exiger aux gouvernements la démocratisation de l'accès aux forêts et aux systèmes de vie de la Mère Terre, ainsi qu'à à la richesse résultant de son utilisation intégrale et durable, à partir des processus participatifs ruraux et urbains de pouvoir populaire. Cela renforcera la portée de la sécurité alimentaire souveraine, l'éradication de la pauvreté, l'amélioration des moyens de vie et la lutte contre les changements climatiques.
- 
- Renforcer un Mécanisme International de Coopération contre les changements climatiques ; le mécanisme serait fondé sur la solidarité, la coopération et la complémentarité entre les peuples et sur le financement des pays en voie de développement par les pays développés, avec des fonds publics.
-

- Produire des accords réciproques et des alliances entre les peuples et leurs gouvernements, des alliances internationales comme AUBE, CELAC pour mettre en œuvre des actions conjointes de défense de la vie, contre la commercialisation de la Mère Terre, en faveur de la réduction de la pauvreté des peuples.
- 
- Rejeter la tentative de transférer les responsabilités de financement des pays développés vers les pays en voie de développement et du secteur public vers le secteur privé à travers la création de mécanismes de marché et de financement fondés sur la mobilisation des ressources financières du secteur privé. Exiger des stratégies de financement public des pays développés non soumis à des mécanismes de marché financier lucratif ni à des facteurs d'accumulation de richesse.
- 
- Renforcer la solution des changements climatiques à travers les fonctions environnementales et en rejetant la commercialisation des services écosystémiques face aux changements climatiques fondés sur l'Économie Verte, les marchés des écosystèmes, de carbone, de paiements par des services environnementaux, et les programmes comme REDD ++ et TEEB.
- 
- Nous répudions de manière décidée la commercialisation des fonctions environnementales, des composantes et des processus naturels de la Mère Terre, et promouvons la gestion intégrale et durable de leurs composantes. Dans nos communes, nos quartiers et nos parcelles, nous résisterons à toute tentative de commercialisation de la Mère Terre.
- 
- Soutenir la mise en œuvre du « Mécanisme conjoint de mitigation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts de la Mère Terre » comme une proposition holistique du Bien Vivre en harmonie et en équilibre avec la Mère Terre. Le mécanisme n'est pas fondé sur une approche mercantile et permet de renforcer la gestion intégrale des forêts avec des résultats dans la mitigation et l'adaptation face aux changements climatiques.
- Exiger aux gouvernements que le nouvel accord sur les changements climatiques, dans la COP 21, inclue l'approche non mercantile de la nature et le respect des droits des peuples et de la Mère Terre ; exiger aussi l'approbation de l'accès à des financement pour la mise en œuvre d'alternatives non fondées sur le marché comme le « Mécanisme conjoint de mitigation et d'adaptation pour la gestion Intégrale et durable des forêts et de la Mère Terre ».

**10. Actions des peuples pour le paiement des dettes du capitalisme : la dette climatique, la dette sociale et la dette écologique.**

- Exiger aux pays développés de reconnaître et de payer intégralement la dette climatique, sociale et écologique accumulée au cours du temps par les peuples et les pays en voie de développement ; cela nous permettrait d'atteindre le développement intégral, la sécurité et la souveraineté alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'éradication de l'extrême pauvreté dans le cadre du droit des pays et des peuples au développement intégral.
- Promouvoir des mécanismes de révision pour que toutes les dettes historiques contractées par les gouvernements des pays en voie de développement de manière bilatérale et multilatérale soient reportées, particulièrement les dettes qui vont contre le patrimoine commun des peuples et des pays en voie de développement, jusqu'à ce que des audits techniques dans chaque pays endetté soient effectués.
- Exiger aux pays développés de reconnaître la dette climatique comme une obligation légale et morale. Ces pays devront payer des dédommagements à travers des mécanismes comme la remise et la compensation des dettes que les pays en voie de développement ont été obligés à contracter. Parallèlement, allouer des fonds suffisants pour la mise en œuvre d'actions dans la lutte contre le changement climatique dans tous les pays en voie de développement, y compris des ressources financières qui leur permettent aussi d'atteindre les Objectifs de Développement Durable internationalement décidés.
- Exiger que les gouvernements des pays se engagent à conserver et à protéger la Mère Terre par une réduction importante des gaz à effet serre (GES) dans le cadre d'une distribution juste et équitable du taux global de carbone, ceci dans le but de ne pas dépasser 1.5°C d'augmentation de la température globale. De cette manière le colonialisme atmosphérique sera évité dans le cadre de l'agenda post 2015.
- Exiger que les pays développés honorent leurs engagements internationaux concernant la coopération avec les pays en développement et le financement sans transférer ses responsabilités de financement public vers la mobilisation de ressources financières du secteur privé transnational et éliminer les ressources publiques destinées à la guerre ; ces dernières doivent être destinées à la lutte contre les changements climatiques, la défense de la vie et l'agenda de développement durable .
- Exiger des pays développés l'accomplissement de la coopération technique et financière établie dans la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, dans le Protocole de Kïoto et dans le Sommet de Rio+20, y compris le transfert de technologies sûres et appropriées ainsi que le renforcement de capacités, en accord avec le principe de responsabilités communes et différenciées.

- Renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, dans une perspective intégrale et de responsabilité partagée, en donnant la priorité au transfert financier, de technologies, et à la promotion des connaissances traditionnelles, de savoirs ancestraux des peuples indigènes, et des communautés locales.
- Demander aux pays développés le paiement de la dette sociale pour la mise en œuvre de politiques de démocratisation de la richesse, pour rétablir les terres et les territoires, pour promouvoir le travail digne, le soin des groupes vulnérables comme les enfants, les adolescents et les jeunes, les personnes avec des capacités différentes, les personnes du troisième âge, les femmes et les indigènes, les travailleurs et les réfugiés.
- Dans le cadre des principes de responsabilité, les entreprises transnationales doivent prendre des engagements et des responsabilités contraignantes pour leurs actions et mettre fin à l'impunité des entreprises transnationales.
- Créer un fonds, avec des ressources des pays développés, pour payer les dettes du capitalisme.
- Établir le Tribunal International de Justice Climatique et renforcer les processus d'intégration régionale et les organisations sociales.

#### **11. Actions des peuples pour sauver à la Mère Terre à partir du dialogue interreligieux.**

- Créer un mécanisme permanent pour « la rencontre et le dialogue interreligieux où se manifesterait l'unité pour défendre à la Mère Terre de la crise climatique ».
- Récupérer et éveiller la dimension éthique pour reconquérir les traditions et les connaissances qui partent des croyances religieuses et spirituelles parce que c'est la connaissance ancestrale des peuples qui aidera à sortir de cette crise sociale et environnementale ; la connaissance scientifique doit être considérée comme complémentaire.
- Organiser, dans la journée de la Mère Terre, une célébration interreligieuse convoquée par les gouvernements et les peuples du monde, dans le cadre du principe de complémentarité et de coexistence, pour reconquérir des rites, des coutumes et des traditions des peuples du monde comme expression de respect et de reconnaissance envers la Vie.

#### **12. Actions des peuples pour lever notre voix à la Vingt-et-unième Conférence des Parties sur les Changements Climatiques (COP 21) de Paris et au-delà de ce forum.**



- Respecter le Droit au Développement Intégral des Peuples du Monde, sans négliger la relation entre la Mère Terre et les êtres vivants, en sachant que nous devons profiter durablement de nos ressources naturelles pour répondre aux besoins fondamentaux des gens, et en assurant la reproduction des écosystèmes et l'harmonie avec la Mère Terre. Notre droit à définir nos propres priorités en matière de développement intégral doit être respecté.
- Revendiquer la Justice Climatique. Les Peuples du Monde, nous exigeons que l'Accord de Paris fasse face aux causes structurelles du capitalisme. Il ne doit pas renforcer le modèle capitaliste, à travers davantage de mécanismes de marché, ou en permettant que les engagements soient volontaires, ou en favorisant le secteur privé et en renforçant le patriarcat et le néocolonialisme. L'Accord de Paris doit renforcer la Convention Cadre des Nations Unies et ne pas la transgresser, c'est pourquoi il doit respecter et renforcer le principe de responsabilités communes mais différenciées, fondé sur la responsabilité historique des pays développés. Il doit aussi être renforcé à travers la consolidation du Tribunal International de Justice Climatique.
- 
- Exiger aux Nations Unies la participation de représentants de la Conférence des Peuples du monde dans la route critique vers la COP 21 et au-delà. Il faut créer une instance d'Inspecteurs du Peuple, habilités pour le suivi et la révision dans toutes les instances.
- Réactiver l'organisation Pré-COP Sociale, qui nous permet de continuer à dialoguer, et la rendre permanente.
- 
- Exercer de l'influence sur nos gouvernements respectifs et partager les résolutions de cette grande rencontre.
- 
- Inviter les réseaux de communicateurs, organisés autour du Mouvement des Peuples, pour diffuser les conclusions de Tiquipaya 2015 ainsi que les matériaux nécessaires à la prise de conscience sur les changements climatiques.
- 
- Systématiser les expériences alternatives concrètes aux changements climatiques qui se développent partout dans le monde et avoir de bonnes relations avec tous les peuples et gouvernements.
- 
- Promouvoir et renforcer, comme un modèle de développement alternatif à l'agro-industrie, l'agriculture familiale durable et communautaire, fondée sur l'agro-écologie et les savoirs ancestraux, un modèle qui considère la femme comme le moteur du développement intégral.
- 
- Reconnaître que nous, les Peuples du Monde, ne pouvons pas combattre contre nous-mêmes ni contre nos alliés, et nous devons marcher unis, en nous mobilisant comme Peuples du Monde, en faisant recours à la conscience, à la

communication et à l'éducation, et en nous opposant aux modèles en vigueur de consommation et de production.

- 
- Consolider notre agenda alternatif comme Mouvement des Peuples, en approfondissant le dialogue pour repenser le "Développement" et transiter vers le Bien Vivre, en prenant en considération les connaissances des Peuples Indigènes et les analyses alternatives comme celui qui reprend le Laudato Si.
- Reconnaître que la bataille des Peuples du Monde a lieu sur tous les fronts. Nous devons soutenir les gouvernements et les organismes régionaux alliés (CELAC, UNASUR, ALBA et d'autres) et mener une lutte politique contre les gouvernements qui ne partagent pas nos principes.
- 
- Combattre fermement les corporations transnationales qui conduisent à la concentration des richesses et tuent notre Mère Terre et nous, qui en faisons partie.
- 
- Lever notre voix pour que les négociations internationales comprennent de manière intégrale et équilibrée un ensemble de mesures financières, technologiques, d'adaptation, de mitigation, de développement de capacités, de patrons de production, consommation et autres essentiels pour rendre efficace le respect de la Mère Terre.
- 
- Parvenir à la mise en œuvre réelle du Mécanisme de dédommagement approuvé par la Convention Cadre de Nations Unies sur les Changements Climatiques.
- 
- Approuver la proposition de distribution d'émissions de carbone fondée sur la justice climatique et l'égalité pour ne pas dépasser 1.5 degrés centigrades d'augmentation de la température mondiale.
- 
- Exiger du soutien appui financier pour la mise en œuvre et le développement des connaissances traditionnelles des Peuples Indigènes.
- 
- Exiger du financement pour la mise en œuvre des mécanismes NON fondés sur le marché, comme le Mécanisme Conjoint de Mitigation et d'Adaptation pour la Gestion Intégrale des Forêts pour Bien Vivre, proposition qui s'oppose à REDD +.
- 
- Dénoncer les gouvernements des pays en voie de développement qui ne respectent pas les principes des peuples de la présente déclaration et qui affaiblissent la position conjointe du G77+China dans les organismes internationaux. Nous devons exiger que les chefs de tous les pays du monde votent ce document comme obligatoire. Nous devons présenter nos propositions et auprès de la COP21 et d'autres forums internationaux.

- 
- Sachons que le renforcement d'un Mouvement Mondial des Peuples pour la Mère Terre sera un défi auquel il faudra faire face tant que la victoire ne sera pas atteinte.
- 

## **ANNEXE**

### CONCLUSIONS DE LA TABLE 4 CONTRE LES ENTREPRISES TRANSNATIONALES

Tiquipaya, le 11 octobre, 2015.

Nous, les peuples réunis à Tiquipaya, du 10 au 12 octobre 2015, pour la Conférence Mondiale des Peuples contre les Changements Climatiques et la Défense de la Vie, autour de la Table 4 : « Déclaration Universelle de Droits de la Mère Terre pour résister au capitalisme », nous déplorons l'action des entreprises transnationales et multinationales et mentionnons les exemples suivants :

- Nous dénonçons l'irresponsabilité des entreprises multinationales dans république sœur d'Argentine, où l'entreprise multinationale canadienne Barrick Gold a déversé 1.000.000 de litres de cyanure dans la province de San Juan, en provoquant des dommages irréparables à la Mère Terre ainsi que la mort des êtres vivants qui l'habitent.
- 
- Nous exigeons que justice soit faite dans le cas de la catastrophe pétrolière provoquée par Texaco, actuellement membre du groupe Chevron, dans la région amazonienne de la république sœur d'Équateur.
- 
- Nous condamnons la pollution de l'environnement par le déversement de mercure que l'entreprise minière Yanacocha a provoqué dans le département de Cajamarca, dans la république sœur du Pérou.